

Quelques échos de luttes récentes dans les communautés indiennes du nord au sud

NORD

20 janvier 2016 : île du requin, État de Sonora (nord-ouest) : des comuneros Seri/Comcáac se mobilisent contre un projet de désalinisation qui ouvrirait la voie au tourisme

L'île du requin, située entre l'État de Sonora et la péninsule de Basse-Californie, est peuplée de deux communautés indiennes du groupe des Seri/Comcáac. Leur "garde traditionnelle" s'est mobilisée pour la défense des communautés contre l'entreprise, soutenue par l'État de Sonora, qui serait chargée des travaux sur leurs terres. Les comuneros sont également opposés à un dirigeant de leurs autorités traditionnelles, qui pactise avec les autorités.

Ces communautés indiennes, comme d'autres dans le nord du pays, disposent de quelques concessions historiques de la part des autorités, avec une forme d'autonomie dans leur organisation et leur gestion, à rapprocher en quelque sorte de la situation des tribus indiennes aux États-Unis (tout proches).

Les groupes indiens du nord du Mexique ont une histoire bien différente de celles du centre/sud du pays, puisqu'elles étaient essentiellement nomades avant la Conquête, et considérées par les groupes sédentaires et les conquistadores comme des sauvages. L'opposition de ces groupes, désignés sous le terme générique de "Chichimèques", est celle qui a posé le plus de problèmes aux colons, et duré le plus longtemps. Ils ont ensuite été plus ou moins intégrés, mais certains sont restés jusqu'à ce jour particulièrement combatifs, en particulier les Yaquis, qui vivent dans le même État. D'autres se trouvent dans une situation absolument catastrophique en raison de la présence des Cartels, qui les traitent de la pire façon, en particulier les fameux Tarahumara des canyons de l'État de Chihuahua, mondialement célèbres pour leur endurance et popularisés par le surréaliste Antonin Artaud.

(source en espagnol : <http://desinformemonos.org.mx/comuneros-de-la-isla-tiburon-rechazan-megaproyecto-y-reclaman-cambio-de-autoridades/>).

CENTRE

22 mai 2016 : Coyotepec, État de Mexico : de nombreux-ses habitant-e-s s'opposent à une réunion municipale visant à privatiser l'eau, gérée de manière autonome, affrontements avec des défenseurs de la mairie, puis avec les CRS mexicains (granaderos) La lutte dans cette municipalité dure depuis plusieurs années et a fait son lot de victimes dans la population locale. D'après un article en espagnol, les femmes sont aux premiers rangs des batailles, comme à San Salvador Atenco, dans le même État, où les habitant-e-s luttent contre un projet d'aéroport.

(source en espagnol : <http://www.educaoaxaca.org/la-minuta/1964-el-topil-27-%E2%80%99Elecciones-2016,-entre-el-desencanto-y-la-esperanza%E2%80%99D.html#t6>).

4 février 2016 : Nahuatzen, État de Michoacán : des habitant-e-s indiens font pression sur les autorités en brûlant des véhicules publics et privés et bloquent les accès au village

Les habitants de cette commune, du groupe indien Purépecha, sont engagés dans un processus d'autonomie, avec des autorités communales traditionnelles. Ils ont expulsé les forces de l'ordre et

les autorités officielles de la commune en décembre, qu'ils accusaient d'être liées au crime organisé qui ravage l'État (voir nos notes régulières à ce sujet). Les actions récentes sont assez ambiguës puisque des négociations sont en cours avec les autorités afin, semble-t-il, que celles-ci reconnaissent les autorités traditionnelles et intègrent la force de police constituée par les habitant-e-s dans les forces de l'ordre de l'État. Les informations concernant les revendications précises sont assez contradictoires, mais il semble que, comme souvent dans les processus d'autonomie locale au Mexique, le rapport de forces en vue de dialoguer et d'obtenir des concessions de la part des autorités prime sur une opposition totale à celles-ci.

(source en espagnol : <http://www.proceso.com.mx/428886/comuneros-incendian-vehiculos-en-nahuatzen-exigen-incorporacion-a-la-policia>).

24 novembre 2015 : Santa Isabel Tlanepantla, État de Puebla : des habitant-e-s s'en prennent au Maire et à la police

Environ 300 habitant-e-s enrégés contre le Maire de leur commune, accusé d'avoir négligé les travaux publics demandés par la population mais pas ses investissements, se sont emparé de la Mairie, ont vandalisé la maison du triste individu en question, brûlé quelques voitures et bloqué les accès à la ville. Ils ont également réservé bon accueil à la centaine de CRS ("granaderos") appelés pour libérer l'édifice : après des arrestations par ces derniers, deux de leur membres ont été pris en otage pour libérer les habitant-e-s. Quelques bombes artisanales et de l'essence auraient également été utilisés pour mettre fin à l'agissement de cette bande armée du pouvoir. Il semble toutefois que les habitant-e-s aient fait appel à des représentants de l'État national pour régler leur litige.

(source en espagnol : <http://www.proceso.com.mx/?p=421798>).

SUD

30 août 2016 : San Pedro Apatlaco, État de Morelos : des habitant-e-s opposés à un projet d'aqueduc affrontent les flics et en blessent 14 ; 5 arrestations

(source en espagnol : <http://www.zonacentronoticias.com/2016/08/se-cumplen-4-horas-de-enfrentamiento-entre-policias-y-pobladores-de-apatlaco-hay-4-detenidos-y-14-heridos/>).

26 avril 2016 : Chenalho, Chiapas : des indien-ne-s Tzotzil demandant la résignation de la maire de la commune enferment 350 députés et employés du Congrès législatif local, affrontent les flics venus les disperser et s'attaquent à des commerces.

Les habitant-e-s indien-ne-s de Chenalhó ont déjà poussé plusieurs maires à renoncer à leurs fonctions ces dernières années.

(source en espagnol : <http://www.proceso.com.mx/438624/indigenas-chenalho-mantienen-tomado-congreso-chiapas>).

2 avril 2016 : Cocula, État de Guerrero : des habitant-e-s de plusieurs villages bloquent depuis 3 jours l'accès à une mine d'or, filiale d'une société canadienne

La société exploitante de cette mine d'or est une filiale de Torex Gold Resources, une société

canadienne. 25 kg d'or sont extraits chaque jour de cette mine. Les habitants mobilisés sont principalement des pêcheurs qui exigent d'être indemnisés pour les préjudices causés à leur activité par l'entreprise, qui contamine au mercure la rivière Mezcala-Balsas. Ils demandent aussi, ce qui est contradictoire, que davantage de locaux soient embauchés à la mine, plutôt que des travailleurs venus d'ailleurs.

(source en espagnol : <http://suracapulco.mx/2/se-suman-pobladores-de-la-fundicion-y-atzcala-al-cierre-de-la-mina-de-media-luna-en-cocula/>).

17 janvier 2016 : Santa María Chimalapa, Isthme de Tehuantepec, État de Oaxaca : des indien-ne-s Zoque retiennent en otage plusieurs fonctionnaires et bloquent le départ d'un hélicoptère de police

Les habitant-e-s de la zone protègent les terres communautaires et retiennent depuis plusieurs semaines en otage 4 personnes accusées de vouloir s'en emparer.

Les fonctionnaires ont été libérés, mais les autres otages sont toujours "en vacances" dans cette belle région de l'isthme de Tehuantepec, dont les terres sont également convoitées pour des projets d'éoliennes.

(sources en espagnol : <http://www.nssoaxaca.com/regional/10-general/141528-retienen-en-chimalapas-a-funcionarios-estatales-y-federales-con-helicoptero#.VpwgGF1sfsQ.facebook> et <http://www.nssoaxaca.com/regional/10-general/141541-liberan-chimas-a-funcionarios-pero-mantienen-a-veracruzanos>).

17 décembre 2015 : Tila, État du Chiapas : des indien-ne-s Chole décident en assemblée générale d'expulser les autorités municipales

(source en espagnol : http://www.centrodemedioslibres.org/2015/12/17/chiapas-ejido-tila-expulsa-a-oficinas-del-ayuntamiento-de-tierras-ejidales/?utm_source=twitterfeed&utm_medium=facebook).

On peut consulter une vidéo qui présente ce qui se déroule actuellement à Tila, sur ce lien :

<https://www.youtube.com/watch?v=-9o8W4iae-I&feature=youtu.be> (en espagnol).

14 décembre 2016 : Tila, Chiapas : des habitant-e-s indiens brûlent la Mairie et le bâtiment de la Sécurité Publique

Les villageois-e-s du groupe Chole ont sorti les employés municipaux du bâtiment ainsi que les meubles qu'il contenait avant d'y mettre feu sur la place centrale. Ils réclament le respect d'un accord protégeant leurs terres, le transfert de la Mairie vers une autre localité et reprochent à la maire actuelle d'avoir fait couper des arbres dans les environs.

(source en espagnol : <http://www.proceso.com.mx/?p=423723>).

20 novembre 2015 : Coscomatepec, État de Veracruz : actions directes énergiques pour la libération d'une personne âgée enfermée

Environ 400 habitant-e-s de 5 villages de la municipalité de Coscomatepec se sont réunis dans la ville de Córdoba, dont ils avaient bloqué des avenues, pour exiger la libération d'une femme de 64 ans dont la mise en prison leur était restée en travers de la gorge. Armés de pelles et de pioches, ils sont allés chercher le juge, qu'ils ont un peu amoché et menacé de brûler vif si une solution rapide n'était

pas trouvée à leur revendication. Ils avaient préalablement enfermé le personnel du tribunal local. L'article indique que, sans réponse du président du Tribunal supérieur de justice, les responsables se sont vus contraints de signer un papier décrétant la libération de la personne en question. (source en espagnol : <http://plumaslibres.com.mx/2015/11/20/habitantes-sacan-a-patadas-a-juez-de-huatusco-y-lo-obligan-a-liberar-a-anciana/>).

Sélection tirée des « Nouvelles d'opposition » du site *dialectical-delinquents.com*